

# Nos Libertés en danger ?

Avec la crise sanitaire, comme après un attentat, le gouvernement profite de la panique pour prendre des mesures qui n'auraient jamais été acceptées en temps normal.

Officiellement, il veut « renforcer notre sécurité sanitaire », mais en réalité c'est surtout un levier, basé sur la peur pour augmenter son emprise sur nous, et surtout nous imposer la vaccination obligatoire pour les adultes, qui commencera par le Covid 19 et à laquelle viendra s'ajouter toute une série de vaccins dont la grippe et puis d'autres suivront.

Le 9 mai, l'Assemblée nationale a voté une loi qui va totalement à l'encontre du secret médical. Avec cette loi, le gouvernement peut collecter les données personnelles sur la santé des malades du coronavirus et de toutes les personnes qui ont été en contact avec eux - sans leur consentement. Et le pire, c'est que le ministère de la Santé demande aux médecins d'être ses complices. Il souhaite en effet que les médecins saisissent eux-mêmes dans un fichier les données de tous leurs patients porteurs du Covid-19.

Pour faire passer la pilule aux médecins, le gouvernement a proposé de les rémunérer entre 2 à 4 euros par saisie.

## Mais ce n'est pas tout.

Le médecin doit aussi interroger son patient pour connaître toutes les personnes qui sont entrées en contact avec lui durant les dernières 48 heures. Il entre les coordonnées de chacune de ces personnes dans de véritables fiches S de la santé.

Une brigade (surnommée les « anges gardiens » pour faire moins peur), constituée notamment d'employés de l'assurance maladie, prend contact avec ces personnes pour leur demander de rester chez elles ou de se faire dépister.

## Et encore

L'application StopCovid devrait sortir au mois de juin. Celle-ci permettra de tracer les interactions entre les personnes et les prévenir d'une éventuelle contamination.

Cette application sera facultative mais il est très simple de jouer sur la culpabilité des gens pour leur imposer cette nouvelle mesure. Et rien ne nous garantit qu'elle ne deviendra pas obligatoire à l'avenir, comme cela est en train de se passer dans certains pays.

En attendant, les autorités profitent du contexte de terreur pour faire accepter cette idée de surveillance, qui constitue une atteinte grave à notre vie privée.

Il y a quelques mois, tout le monde aurait été scandalisé que l'État trace ses citoyens. Aujourd'hui, près de la moitié des Français pensent que cette application devrait être obligatoire pour tout le monde.

Avec la peur d'une seconde vague, de nombreuses personnes sont prêtes à sacrifier leur vie privée pour un peu plus de sécurité.

C'est d'autant plus pernicieux que nos libertés et nos choix thérapeutiques se font grignoter petit à petit, presque à notre insu, comme le décrit si bien Olivier Clerc avec le « syndrome de la grenouille ». Quand un changement se produit de manière suffisamment lente, il passe inaperçu, même de nous-mêmes et échappe à la conscience. Il ne provoque donc aucune réaction ou opposition et encore moins de révolte. Cela justifie que nous ne réagissions pas, que nous ne nous opposions pas. Si nous regardons ce qui se passe dans notre société, nous subissons, depuis des décennies, une lente dérive à laquelle nous nous sommes habitués. De nombreuses situations qui nous auraient horrifiés, il y a 20, 30, voir 40 ans ont été peu à peu banalisées, édulcorées et ne nous dérangent presque pas à ce jour, laissant carrément indifférents la plupart des gens. Au nom du progrès et de la science, les pires atteintes aux droits et libertés individuelles, à la dignité du vivant, à l'intégrité de la nature s'effectuent lentement et inexorablement, avec la complicité constante des victimes.

Les noirs tableaux annoncés pour l'avenir, au lieu de susciter des réactions et mesures préventives, ne font que préparer psychologiquement le peuple à accepter des conditions de vie décadentes voire dramatiques.

Le gavage permanent d'informations dirigées, quand elles ne sont pas mensongères, de la part des médias, saturent les cerveaux qui n'arrivent plus à faire la part des choses.

Ce triste tableau qui était annoncé pour demain, est bien là, c'est pour aujourd'hui. Alors si vous n'êtes pas déjà à moitié cuits comme la grenouille, donnez ce coup de patte salutaire avant qu'il ne soit trop tard. Soyons le chaînon manquant pour une nouvelle Humanité, dans le partage, la gentillesse et l'Amour du prochain.

Le Président  
Robert LIDON